



ETUDES DE CAS GUADELOUPE

Mars
2015

ENSEIGNEMENT ET FORMATION
PROFESSIONNELLE – EFTP



Avec un grand remerciement à l'Agence Française de Développement (AFD) pour le financement de cette étude.

Région: Caraïbe

Nom du Projet: Formation pour les Carrières en Tourisme Durable

Agence de Financement: Agence Française de Développement (AFD)

Titre des Services de Consultation: Etude sur l'Enseignement et Formation Technique Professionnelle (EFTP) en Tourisme de la Grande Caraïbe.

Date: octobre 2014 à avril 2015

Ce projet est une initiative de l'Agence des Etats des Caraïbes (AEC) en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD). Il est conçu avec une approche proactive pour produire une documentation et fournir des recommandations pour des stratégies et des procédés qui fortifient les capacités des ressources humaines dans des domaines transversaux nécessaires pour une industrie touristique régionale, durable et compétitive.



Association des Etats de la Caraïbe (AEC)

Secretary General Ambassador/Secretario General Embajador/ Secrétaire Général Ambassadeur

Alfonso Múnera Cavadía

Director Sustainable Tourism / Director de Turismo Sostenible / Directorat du Tourisme Durable

Julio Orozco

5-7 Sweet Briar Road, St. Clair, P.O Box 660,
Puerto España. República de Trinidad y Tobago.

Tel: 868-622-9575/ Fax: 622-1653

Website: www.acs-aec.org



Association of Caribbean States
Asociación de Estados del Caribe
Association des Etats de la Caraïbe



Cabinet de Conseil: Certificaciones de Centroamérica, S.A. CERTIFICA®

Equipe de travail pour ce conseil: Raúl Palma, Damaris Cháves, Stephanie Simion, Gladys Padilla, Denia Del Valle (Coordinateur Technique) et Carmen Rosa Pérez (Coordinateur en chef)

Website: www.certificaconsulting.com
info@sellosverdes.com

NOTE ÉDITORIALE

Les documents qui forment partie de cette étude sur « l'Enseignement et Formation Technique Professionnelle (EFTP) en Tourisme de la Grande Caraïbe » ont été produits entre octobre 2014 et avril 2015, en prenant comme base plusieurs documents réalisés sous l'auspice d'organisations nationales, régionales et internationales, puisque les sujets centraux de ce conseil ont été largement abordés depuis plus de quinze ans. Les documents utilisés comme référence et qui datent de 1995 à 2015, sont l'œuvre des professionnels de plusieurs nationalités.

Quand ces auteurs sont cités dans nos textes, cela implique l'emploi du style de rédaction, vocabulaire et terminologie utilisés originalement. Donc, il n'y a pas d'homogénéité exacte ni rigoureuse dans les textes qui conformément cette étude à propos de l'utilisation des langues dans lesquelles ils ont été produits (espagnol, anglais et français). De plus, il faut considérer que les documents finaux qui conformément cet étude ont été rédigés originalement, soit en français, en espagnol, soit en anglais. Les traductions de ces documents constituent des traductions libres.

Présentation

L'étude de cas de Guadeloupe qui a été développée pour fournir des informations sur le statut de l'enseignement et la formation technique professionnelle (ETFP) dans l'industrie du tourisme, commence par un aperçu de l'économie et de l'industrie du tourisme afin de contextualiser l'importance du tourisme sur les îles de la Guadeloupe, dans le cadre des territoires d'outre-mer de la France.

L'étude de cas fait ressortir l'approche, les activités et les efforts de "La Box Pédagogique" afin de renforcer les capacités locales pour la future main-d'œuvre. Il est important de signaler que ce programme est encore à la phase expérimentale dans les écoles publiques.

Le but de cette étude de cas n'est pas copier les informations sur d'autres publications qui ont déjà été mises au point par d'autres auteurs ; mais plutôt de les compléter, d'élargir et de compléter ce document.

Des efforts ont été faits pour cette étude de cas soit aussi complète et précise que possible. Cependant, ils pourraient trouver des erreurs car il n'y a pas de statistiques précises sur la création d'emplois; Bien que plusieurs organisations internationales ont mené des projections de recherche, y compris sur le sujet et inclus ici. Par conséquent, cette étude de cas ne doit être utilisée qu'à titre d'information générale et non pas comme la source ultime de l'information scolaire sur l'ETFP.

Le document a été élaboré par les CERTIFICACIONES DE CENTROAMÉRICA S.A. au titre de la consultation « formation pour carrières en tourisme durable » (formation pour les carrières en tourisme durable) de l'Association des États des Caraïbes (AEC) avec le soutien de l'Agence Française de développement (AFD). L'équipe de CERTIFICA responsable pour développer cette étude de cas a été :

Denia Eunice Del Valle Barrera, Experte en tourisme

María Damaris Chaves Garita, Chercheur
Territoires d'outre-mer et en Haïti
Stephanie Simion

Willy Rosier, Director
Naïke Naranin

Impact sur l'économie
Système éducatif
Mission, législation et stratégie EFTP
Systèmes formels, non formels et informels
ETFP
Qualifications et cadres de qualification
Cadre national de qualification
Réformes, Projets et Défis
La Box Pédagogique "Trézo Péyi"

Assistante de recherche des Territoires
d'outre-mer et en Haïti
Comité du Tourisme des Iles de Guadeloupe
Coordinateur Box pédagogique

TABLE DES MATIÈRES

I.	PRESENTATION GENERALE	5
A.	PRESENTATION GEOGRAPHIQUE DE L'ARCHIPEL DES ILES DE GUADELOUPE	5
B.	SITUATION HISTORIQUE	6
C.	SITUATION ADMINISTRATIVE	8
D.	SITUATION TOURISTIQUE	8
	1. HISTORIQUE DU TOURISME	8
	2. IMPACT SUR L'ÉCONOMIE	9
	3. ACTUALITES	11
II.	SYSTEME EDUCATIF	11
E.	ENSEIGNEMENT PRÉPRIMAIRE	11
F.	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	12
G.	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	12
H.	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	13
III.	BREF DESCRIPTION DE L'ACADEMIE DE GUADELOUPE	14
IV.	EFTP : MISSION, STRATÉGIE ET LÉGISLATION	14
I.	MISSION DE L'EFTP	14
J.	STRATÉGIE DE L'EFTP	14
K.	CADRE LÉGISLATIF DE L'EFTP	15
V.	SYSTÈMES FORMEL, NON FORMEL ET INFORMEL D'EFTP	16
A.	SYSTÈME FORMEL D'EFTP	17
	1. APPRENTISSAGES	17
B.	SYSTÈMES NON FORMEL ET INFORMEL D'EFTP	17
VI.	GOVERNANCE ET FINANCEMENT	18
A.	GOVERNANCE	18
B.	FINANCEMENT	19
VII.	CERTIFICATIONS ET CADRE DE CERTIFICATION	19
A.	ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SECONDAIRE	20
B.	ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SUPÉRIEUR	20
C.	RÉPERTOIRE NATIONAL DES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES	20
D.	ASSURANCE DE LA QUALITÉ	21

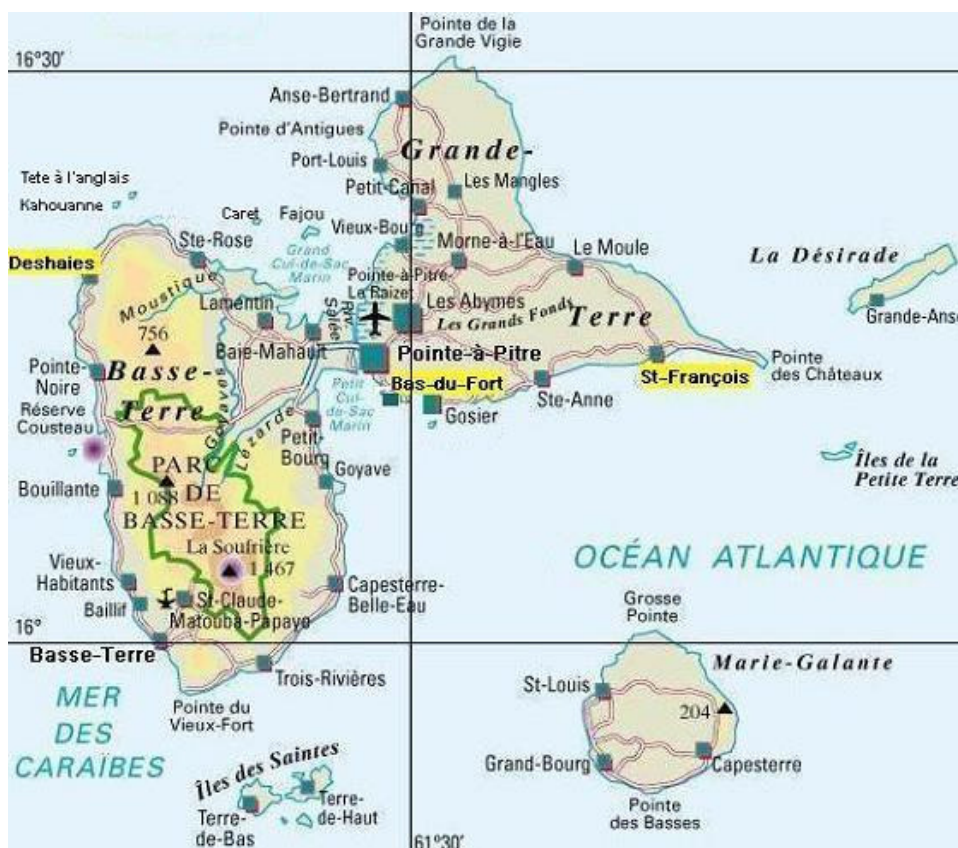
VIII.	RÉFORMES EN COURS, GRAND PROJECTS ET ENJEUS	22
A.	RÉFORMES EN COURS ET GRANDS PROJECTS.....	22
B.	ENJEUX	22
IX.	LA VALISE PEDAGOGIQUE « TREZO PEYI »	23
A.	POURQUOI ?	23
B.	COMMENT ?	23
C.	CONTENU DE LA BOX PEDAGOGIQUE	24
D.	EVALUATION.....	25
E.	CONCLUSION	25

I. PRESENTATION GENERALE

A. PRESENTATION GEOGRAPHIQUE DE L'ARCHIPEL DES ILES DE GUADELOUPE

La Guadeloupe est à la fois une région monodépartementale de l'Outre-mer français et une région ultrapériphérique européenne, située dans les Caraïbes ; son code départemental officiel est 971.

Ce petit territoire des Antilles situé dans la mer des Caraïbes, se trouve à environ 6 200 km de la France Hexagonale, à 600 km au nord des côtes du Venezuela en Amérique du Sud, à 700 km à l'est de la République dominicaine et à 2 200 km au sud-est des États-Unis. Il se compose d'îles et îlets, dont deux majeures habitées : la Grande-Terre et la Basse-Terre formant la Guadeloupe proprement dite. Plusieurs terres voisines : Marie-Galante, l'archipel des Saintes (Terre-de-Haut et Terre-de-Bas) et La Désirade sont rattachées administrativement à ce territoire.



Historiquement, la Basse-Terre est d'abord nommée « Karukéra », « île aux belles eaux », en langue caraïbe; par les Amérindiens qui l'habitent et la Grande-Terre, « Cibuqueira », « île aux gommiers », en langue caraïbe.

L'île prend le nom de Guadeloupe lorsque Christophe Colomb y aborde le 4 novembre 1493, en hommage à la Vierge protectrice des navigateurs, « Santa-Maria de Guadalupe ».

La Basse-Terre, à l'ouest, avec ses 846 km², est d'origine volcanique.

L'originale Karukéra est recouverte d'une dense forêt tropicale et d'une structure volcanique qui culmine par les 1457 m de la Soufrière. On y trouve aussi des rivières, des cascades et des plages de sables noirs et roux.

La Grande-Terre, Cibuqueira, avec ses 586 km², a un sol calcaire et est composée d'une plaine bordée de mangrove au sud-ouest, d'une succession irrégulière de mornes et de grands-fonds au centre, de côtes rocheuses au nord et un littoral sud parsemé de plages de sable blanc.

Marie-Galante, 158 km², est une île calcaire vallonnée qui, par rapport à sa forme arrondie de 15 km de diamètre, est surnommée la Grande Galette.

La Désirade, 21 km², une île calcaire de forme allongée (11 km sur 2 km), se présente comme un vaste plateau incliné vers le nord-ouest. Son point culminant est la Grande Montagne qui atteint 275 mètres d'altitude.

Petite-Terre, est un archipel de 2 km² constitué de deux îlots, Terre de Haut et Terre de Bas, situé à une dizaine de kilomètres au sud de la Pointe des Châteaux et de la Désirade.

Les Saintes sont composées de 9 îlets dont 2 sont habités, Terre-de-Haut et Terre-de-bas, respectivement 5 et 8 km². L'ensemble volcanique présente un chapelet d'îlets arides et escarpés.

En raison de leurs caractéristiques géologiques et de leurs situations géographiques, les îles de la Guadeloupe sont classées en niveau 5 d'après le zonage sismique de la France, soit le plus élevé.

B. SITUATION HISTORIQUE

Les premières traces d'occupation de la Guadeloupe ont été laissées par les amérindiens Arawaks qui y avaient essentiellement développé l'agriculture.

Les Arawaks auraient été exterminés par des amérindiens plus belliqueux, les Caraïbes. Ce sont ces personnes que rencontrèrent les européens.

Lors de son second voyage, Christophe Colomb aperçoit une première île qu'il baptise la Désirade, tant la vue d'une terre est désirée par l'équipage, 21 jours après avoir quitté les îles Canaries. Le dimanche 3 novembre 1493, une autre île est en vue, ce sera Marie-Galante, du nom du navire amiral.

Après un passage sur l'île de la Dominique, Colomb et ses hommes débarquent à Karukéra afin de se reposer. Il baptise cette île Guadeloupe du nom du monastère royal de Santa María de Guadalupe d'Estremadure, en Espagne.

Cette île est relativement inhospitalière et ne possède aucune mine d'or. Les espagnols s'en préoccupent peu le long du XVI^{ème} siècle. Elle sert alors de point de ravitaillement en eau douce et en bois pour les navires en route vers l'Eldorado.

Les Caraïbes tolèrent ces marins de passage mais peu à peu les hostilités grandissent entre les amérindiens et les espagnols.

En octobre 1503, une cédula royale autorise les espagnols à capturer les amérindiens habitants les îles sans or. Ils organisent alors des expéditions pour capturer les Caraïbes et les faire travailler. En même temps, ils tentent de pacifier et coloniser ces îles.

Devant la résistance des Caraïbes, les Espagnols se lassent, préfèrent les terres plus riches de l'Amérique Centrale et abandonnent progressivement les Petites Antilles aux flibustiers anglais, français et hollandais.

En 1635, les français arrivent et exterminent rapidement les amérindiens :

Jean Du Plessis d'Ossoville et Charles Lienard de l'Olive sont mandatés par la Compagnie des Indes Occidentales pour évangéliser les amérindiens et coloniser l'île. Les premiers mois sont difficiles pour cause de maladies et de manque de nourriture. Les français déclarent alors la guerre aux Caraïbes pour se procurer de la nourriture et des femmes. A cette occasion, ils exterminent pratiquement les amérindiens.

A partir de 1640, date de la signature d'un Traité de Paix entre les Caraïbes et les Français, les îles deviennent un enjeu commercial d'abord pour le tabac puis pour le sucre entre les français, les anglais et les hollandais alors que le commerce d'esclaves africains est en plein essor avec l'accord de la Papauté.

Une société opulente très hiérarchisée s'organise, tirant ses principes de fonctionnement des ordres à la fois militaires et religieux dans un esprit de colonisation :

Des engagés européens de 36 mois sont utilisés pour la fortification de l'île. Une fois affranchis, ils obtiennent des lopins de terre pour cultiver du tabac et deviennent des petits colons. D'autres européens, plus riches cherchent une nouvelle main d'œuvre meilleur marché afin de prospérer. En même temps, la traite négrière triangulaire est ouverte sur les marchés français et anglais.

En 1674, la Compagnie des Indes Occidentales, productrice de tabac avec ses petits colons est en faillite puis dissoute, laissant place à la culture de la canne à sucre plus violente en terme de travail mais beaucoup plus rentable en terme de commerce. L'île est désormais directement attachée au pouvoir royal et devient colonie du

royaume Français. La main d'œuvre est achetée en Afrique et signe l'ère de prospérité de riches colons.

Des milliers d'esclaves africains, d'origines diverses et sur une période d'environ 200 ans sont importés vers les îles de la Guadeloupe et apportent des cultures qu'aujourd'hui on regroupe sous le terme Créole.

Le 4 mars 1848, le gouvernement français déclare que "nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves".

Le 27 avril de la même année, sur proposition de Victor Schoelcher, le décret d'abolition définitive de l'esclavage en Guadeloupe est signé et appliqué.

Le 24 décembre 1854, à bord de l'Aurélien, les premiers indiens de l'Inde arrivent en Guadeloupe pour travailler. Ils viennent de la Côte de Coromandel, Pondichéry, de Madras, de la côte de Malabar ou de Calcutta et sont engagés pour travailler dans les champs de canne à sucre. En 1925, Raymond Poincaré décide d'octroyer définitivement la nationalité française aux ressortissants indiens ainsi que le droit de vote.

En 1946, avec la Loi du 19 mars sur la départementalisation, La Guadeloupe, jusqu'ici colonie française, devient un Département d'Outre-Mer (DOM).

En 1983, c'est la création du Conseil Régional de la Guadeloupe.

C. SITUATION ADMINISTRATIVE

Depuis la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003, qui a supprimé les appellations DOM et TOM, la Guadeloupe est un DOM-ROM (Département d'Outre-Mer numéro 971 et Région d'Outre-Mer). Elle est donc à la fois une région administrative et un département français d'Outre-Mer (l'expression DOM reste utilisée aujourd'hui) on parle alors de région monodépartementale pour qualifier cette particularité administrative. Cependant, seul un préfet de région est nommé et siège à Basse-Terre, capitale du département.

D. SITUATION TOURISTIQUE

1. HISTORIQUE DU TOURISME

"Le temps est proche où des milliers de touristes américains viendront passer l'hiver dans le beau pays de la Guadeloupe et au milieu de ses populations amicales" déclarait lors de son passage dans la colonie, le 21 février 1916, l'ancien Président des Etats-Unis, Théodore ROOSEVELT.

Jusqu'en 1960, la Guadeloupe n'a pas de tradition hôtelière. Le guide Bleu, consacré à tous les pays de la Caraïbe remarque que les îles françaises font un grand effort d'équipement hôtelier tandis que les îles de la Jamaïque, Curaçao, la Barbade, les îles Vierges ont déjà des Hôtels de Grand Standing recevant des touristes américains et canadiens.

La loi-programme de 1960 et le IVe plan (1961-1965) prévoient de développer le tourisme en Guadeloupe pour qu'elle dispose, à la fin du plan, de 500 chambres de tourisme.

A la même époque, l'aéroport du Raizet à Pointe-à-Pitre connaît une nette progression avec environ 42.000 passagers en 1955 et 174.308 voyageurs en 1965, soit un essor de 416% en 10 ans.

Durant cette période, la production agricole connaît de grosses difficultés (fermeture des usines sucrières), le chômage est très important, provoquant une forte émigration vers la France hexagonale.

Le Bureau des Migrations Intérieures des DOM (BUMIDOM créée en 1963) et les Pouvoirs Publics prennent des mesures pour aider les investissements hôteliers :

- Exonération temporaire d'impôts sur les sociétés.
- Déduction fiscale pour investissement dans les DOM.
- Prime spéciale d'équipement hôtelier créée en mai 1968 dont le champ d'application concerne notamment tout le territoire de la Guadeloupe.
- Exonération de la TVA et des droits d'Octroi de mer sur certains équipements importés lors de la construction. Octroi de Mer : Cette taxe est perçue dès l'entrée dans la mer des Antilles(1852). Elle figure dès lors parmi les recettes des communes et existe encore aujourd'hui.
- Création d'emplois productifs (prime d'emploi et allègement des charges sociales et fiscales).

Pointe-à-Pitre inaugure une nouvelle aérogare en 1970 où peuvent désormais atterrir les Boeings 747.

À partir de 1972, la Guadeloupe assiste à un boom sur les constructions hôtelières notamment sur la côte Sud de la Grande-Terre, à Gosier, à Saint-François et à Sainte-Anne.

2. IMPACT SUR L'ÉCONOMIE

Aujourd'hui, Le tourisme est le seul secteur économique à conserver un certain dynamisme. Le trafic annuel des passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes, en 2014 s'élève à plus de 2 millions de voyageurs. La Guadeloupe a été visitée par 487.000 touristes en 2013 selon l'INSEE.

La Guadeloupe est une destination familiale pour les français du continent qui représentent 93% du nombre total de touristes. Leur séjour s'étend entre 12 et 17

jours. L'hébergement en gîte touristique ou en location de villa est préféré à l'hôtellerie (40% en location individuelle contre 30 % à l'hôtel). Il s'agit majoritairement d'un tourisme à la découverte des îles de l'archipel.

Voici les données les plus importantes de l'étude «Impact économique de la Guadeloupe 2015» présenté par le Conseil mondial de Voyage et de Tourisme (*World Travel and Tourism Council – WTCC*) :

PIB : CONTRIBUTION DIRECTE	La contribution directe des voyages et du tourisme au PIB a été de € 229,3 millions (2,4 % du PIB) en 2014.
PIB : CONTRIBUTION TOTALE	La contribution totale du voyages et tourisme au PIB était de € 1513,5 millions (16 % du PIB) en 2014.
EMPLOI : CONTRIBUTION DIRECTE	Au cours de l'année 2014, le secteur des voyages et du tourisme a généré directement 4 000 emplois (3,3 % de l'emploi total).
CONTRIBUTION TOTALE DE L'EMPLOI	La contribution totale de l'emploi dans l'année 2014, de l'industrie du voyage et du tourisme, y compris les emplois générés indirectement était de 16,5 % du total de l'emploi (21 500 emplois).
EXPORTATIONS DES VISITEURS	L'exportation de visiteurs générée € 313,5 millions (62,9 %) des exportations totales) en 2014.
INVESTISSEMENT	Investissement dans le secteur du voyage et tourisme en 2014 a été € 143,3 millions, soit 73 % de l'investissement total.

a) Contribution directe

La contribution directe du Voyage et Tourisme au PIB reflète les dépenses "domestiques" de Voyage et tourisme (total des dépenses dans un pays déterminé en Voyage et tourisme par les résidents et non-résidents pour raisons d'affaires et de loisirs) et les dépenses publiques «individuelles» - Les dépenses du gouvernement sur les services de voyage et de tourisme sont directement liée aux visiteurs, comme les aspects culturels (par exemple, les musées) ou de loisirs (par exemple les parcs nationaux). La contribution directe de Voyage et tourisme au PIB se calcule pour être cohérent avec les dépenses telles qu'elles sont exprimées dans les comptes nationaux, les secteurs du tourisme caractéristique tels que les hôtels, les compagnies aériennes, les aéroports, les agences de voyage et de loisirs et services loisirs qui traitent directement avec les touristes. La contribution directe de Voyage et tourisme au PIB est calculé à partir de la dépense intérieure pour "compenser" le total des achats effectués par les différents secteurs du tourisme. Ceci est cohérent avec la définition du PIB Compte satellite du tourisme spécifié dans le Tourisme 2008: Recommandations concernant le cadre (TSA: RMF 2008).

b) Contribution totale

- La contribution totale du voyage et du tourisme comprend ses « répercussions plus larges » (c.-à-d., les impacts indirects et induits) dans l'économie. La contribution « indirecte » comprend les PIB et l'emploi avec le soutien de : Investissement - un aspect important de l'activité actuelle et future qui couvre les activités d'investissement, tels que l'achat de nouveaux avions et la construction de nouveaux hôtels;
- Dépenses « collectives » du gouvernement, qui aide les entreprises du voyage et du tourisme de différentes manières, parce que cela se fait au nom de la "communauté" - par exemple, la promotion du tourisme et promotion du pays, l'aviation, l'administration, les services de sécurité, les services touristiques sécurité, les services de station d'assainissement de la zone, etc.. ;
- Achats de biens domestiques et services des secteurs qui traitent directement avec les touristes - y compris, par exemple, les achats de services alimentaires et de nettoyage de l'hôtel, services d'achats de combustible, service de restauration aérienne et de services informatiques par les agents de voyages.

La contribution "induite" mesure le PIB et l'emploi soutenus par les dépenses de ceux qui sont directement ou indirectement employées par l'industrie du tourisme et Voyage.

3. ACTUALITES

- Nouveau rectorat : livraison prévue au premier trimestre 2015.
- Mémorial Acte : inauguration prévue en mai 2015 par le président de la République Française.
- Construction de quatre hôtels du groupe Louvre Hôtels, sur le parc d'activités Pôle Caraïbes, à Pointe à Pitre et à Basse-Terre.

II. SYSTEME EDUCATIF**E. ENSEIGNEMENT PRÉPRIMAIRE**

L'enseignement préélémentaire est facultatif et destiné aux enfants âgés de 3 à 6 ans. En fonction des places disponibles les enfants fréquentent l'école maternelle dès l'âge de 2 ans. Avec l'école élémentaire, l'école maternelle constitue l'enseignement du premier degré ou école primaire. Il existe trois sections : la petite pour les enfants de 3 à 4 ans, la moyenne pour les 4 à 5 ans et la grande pour les 5 à 6 ans. L'ensemble des deux premières années constitue le premier cycle de la scolarité, appelé cycle des premiers apprentissages. La grande section de maternelle fait partie du cycle des apprentissages fondamentaux, avec la première et deuxième année de l'école primaire.

F. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

L'enseignement élémentaire, de caractère obligatoire et gratuit, s'adresse aux enfants âgés de 6 à 11 ans. Le cycle des apprentissages fondamentaux, qui commence en grande section d'école maternelle, se poursuit pendant les deux premières années de l'école élémentaire : classes de cours préparatoire (CP) et classe du cours élémentaire (CE1). Le cycle des approfondissements correspond aux trois dernières années de l'enseignement primaire ; il recouvre la seconde année de cours élémentaire (CE2) et les deux années du cours moyen (CM1 et CM2) qui précèdent l'entrée dans l'enseignement secondaire. La fin de chacun de ces cycles correspond à un palier du « socle commun » et se termine par une évaluation nationale qui permet aux enseignants, mais aussi aux familles, de faire le point sur les acquis des élèves. Le passage à l'enseignement secondaire est automatique et ne prévoit pas d'examens. Il n'existe aucun document certifiant la fin de la scolarité à l'école élémentaire.

G. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Dans l'enseignement secondaire, le collège (secondaire inférieur) constitue la structure unique d'accueil de tous les élèves ayant achevé leurs études primaires. La scolarité (obligatoire) est d'une durée de quatre ans organisée, en trois cycles : la classe de sixième constitue le cycle d'adaptation ; les classes de cinquième et quatrième forment le cycle central ; la classe de troisième correspond au cycle d'orientation. À la fin de la dernière année (classe de 3^e), la maîtrise du socle commun est attestée par le diplôme national du brevet (DNB), dont les sujets portent sur les programmes. La réussite à l'examen ne conditionne pas le passage au lycée (secondaire supérieur). L'enseignement secondaire supérieur comprend trois voies de formation : la voie générale, la voie technologique et la voie professionnelle. Le lycée d'enseignement général, prépare en trois ans (classes de seconde, première, terminale) aux diplômes suivants : le baccalauréat général et le baccalauréat technologique. Il prépare aussi au brevet de technicien (BT) en deux ans. L'organisation des études est divisée en deux cycles : le cycle de détermination (en seconde), et le cycle terminal (classes de première et de terminale). À la fin de la classe de 2^e, commune à tous les élèves, ceux-ci choisissent leur série de baccalauréat : l'une des trois séries de la voie générale (économique et sociale, littéraire ou scientifique) ou l'une des sept séries de la voie technologique (huit séries dès la session 2013). Les lycées d'enseignement général et technologiques agricole préparent plus spécifiquement à certains baccalauréats technologiques ou au brevet de technicien agricole (BTA). Le lycée professionnel (voie professionnelle) prépare aux diplômes suivants : le baccalauréat professionnel (en trois ans), qui atteste l'aptitude à exercer une activité professionnelle hautement qualifiée dans l'une de ses 75 spécialités ; le certificat d'aptitude professionnelle (CAP, en deux ans) ; le brevet d'études professionnelles (BEP) qui a été rénové et intégré au parcours en

trois ans de baccalauréat professionnel (quatre parcours en deux ans ont néanmoins été maintenus provisoirement). Le baccalauréat est à la fois la sanction des études secondaires, le premier grade universitaire et la porte d'entrée de l'enseignement supérieur. Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et les sections de techniciens supérieurs (STS) implantées dans le lycée dispensent des formations post-baccalauréat. Les STS implantées dans les lycées conduisent en deux ans au brevet de technicien supérieur (BTS) et se différencient des formations en Instituts universitaires de technologie par une spécialité plus fine, et très adaptée à des fonctions précises. L'accès s'effectue après étude du dossier Des diplômes nationaux de technologie spécialisée (DNTS) peuvent également être préparés en une année en lycée après le BTS. Les DNTS sont actuellement en train de disparaître au profit des licences professionnelles.

H. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'enseignement supérieur en France est marqué par la coexistence d'une pluralité d'établissements ayant des finalités, des structures et des conditions d'admission différentes. Trois types d'établissements se partagent la formation : les universités, les établissements publics à caractère administratif placés sous la tutelle de différents ministères et les instituts ou écoles supérieures privés. Ils dispensent cinq types de formations : les formations universitaires, les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), localisées dans les lycées, les grandes écoles, les sections de techniciens supérieurs (STS) ; les écoles spécialisées. Parmi ces formations on peut distinguer :

- Celles auxquelles on peut accéder directement, avec le baccalauréat ou un titre équivalent, sans sélection à l'entrée : les formations universitaires à l'exception des Instituts universitaires de technologie (IUT).
- Celles auxquelles on accède par sélection à l'entrée : les CPGE, les STS, le IUT et les écoles spécialisées ; la sélection à l'entrée est faite sur la base d'un dossier d'admission ; le type de baccalauréat préparé et les notes obtenues pendant les deux dernières années du lycée sont déterminants.
- Celles auxquelles on accède par concours, préparé en deux ans dans les CPGE ; il s'agit des écoles supérieures les plus prestigieuses, couramment appelées « grandes écoles ».
- Celles dont la sélection se fait principalement après la licence ; c'est le cas des formations en les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Certaines écoles supérieures dépendent de l'Etat, notamment : l'Ecole nationale d'administration, qui relève du premier ministre ; l'école nationale des ponts et chaussées et les écoles d'architecture, placées sous la tutelle du ministère de l'équipement, du logement et des transports ; les établissements d'enseignement supérieur militaire, qui dépendent du ministère de la défense.

III. BREF DESCRIPTION DE L'ACADEMIE DE GUADELOUPE

En France, une académie est une circonscription administrative du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle est dirigée par un recteur d'académie.

La Guadeloupe constitue une académie.

Elle a un programme qui a 5 priorités :

Priorité 1 - ASSURER LA REUSSITE DE TOUS LES ÉLÈVES

Priorité 2 - INSCRIRE L'ECOLE DANS L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Priorité 3 - INSCRIRE L'ÉCOLE DANS SON TERRITOIRE ET FAVORISER L'OUVERTURE AU MONDE

Priorité 4 - ORIENTER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES VERS LA PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS

Priorité 5 - RENFORCER LE PILOTAGE DU PROJET DE L'ACADÉMIE - FAIRE ÉVOLUER L'ORGANISATION

IV. EFTP : MISSION, STRATÉGIE ET LÉGISLATION¹

I. MISSION DE L'EFTP

L'EFTP vise en France à aider jeunes et adultes à obtenir les certifications requises pour un emploi dans le secteur public ou privé. L'EFTP (enseignement et formation techniques et professionnels, généralement appelé en France «formation technique et professionnelle») a également pour mission de promouvoir la citoyenneté et de contribuer à l'insertion sociale.

J. STRATEGIE DE L'EFTP

L'EFTP est appuyé par des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie appelant notamment à l'élaboration de programmes d'apprentissage et de formation professionnelle et à la validation des acquis de l'expérience informelle et non formelle. Les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie relèvent de diverses lois (voir Cadre législatif de l'EFTP).

L'EFTP est également guidé par Éducation et formation 2020, un cadre stratégique européen décennal dans lequel les États membres de l'Union européenne (UE) ont

¹ Base de données sur l'EFTP dans le monde, France. UNESCO-UNEVOC, Février 2015. Validé par : Commission nationale pour l'UNESCO en France.

défini des objectifs communs. En ce qui concerne l'EFTP, la France prévoit, par exemple:

- de réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 9,5 % en améliorant le système d'orientation professionnelle;
- de mettre en place des réseaux permettant aux décrocheurs de retourner dans le système éducatif et d'EFTP

K. CADRE LÉGISLATIF DE L'EFTP

- La Loi pour la Refondation de l'Ecole (2013) restructure le système d'EFTP pour permettre aux jeunes en situation de décrochage scolaire d'obtenir les qualifications dont ils ont besoin pour trouver un emploi. Elle renforce la régionalisation et la décentralisation des systèmes d'EFTP, autorisant les régions à définir des programmes d'EFTP en fonction des besoins régionaux de main-d'œuvre.
- La Loi 2009-1437 (2009) relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie garantit à chacun le droit à la formation et institue un livret de compétences pour enregistrer les compétences acquises tout au long de la formation. Elle met en place un Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, qui est un lieu de concertation entre l'État, les partenaires économiques et sociaux et les Conseils régionaux. Elle met par ailleurs l'accent sur l'importance de l'acquisition de connaissances et compétences clés durant la scolarité obligatoire.

SOURCES :

CEDEFOP (2008). Spotlight on VET. France. Thessalonique: CEDEFOP.

CEDEFOP (2012) France. VET in Europe – Country Report 2012. Thessalonique: CEDEFOP.

EURYDIA (2014). L'éducation dans la stratégie Europe 2020. https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/eurydice/index.php/France_fr:L'éducation dans la stratégie Europe 2020. Consulté le 30.06.2014.

UNESCO-BIE (2011). Données mondiales de l'éducation – France. http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/France.pdf. Consulté le 30.06.2014.

Legifrance (2014) Loi 2004-391

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000417227> Consulté le 26.01.2015

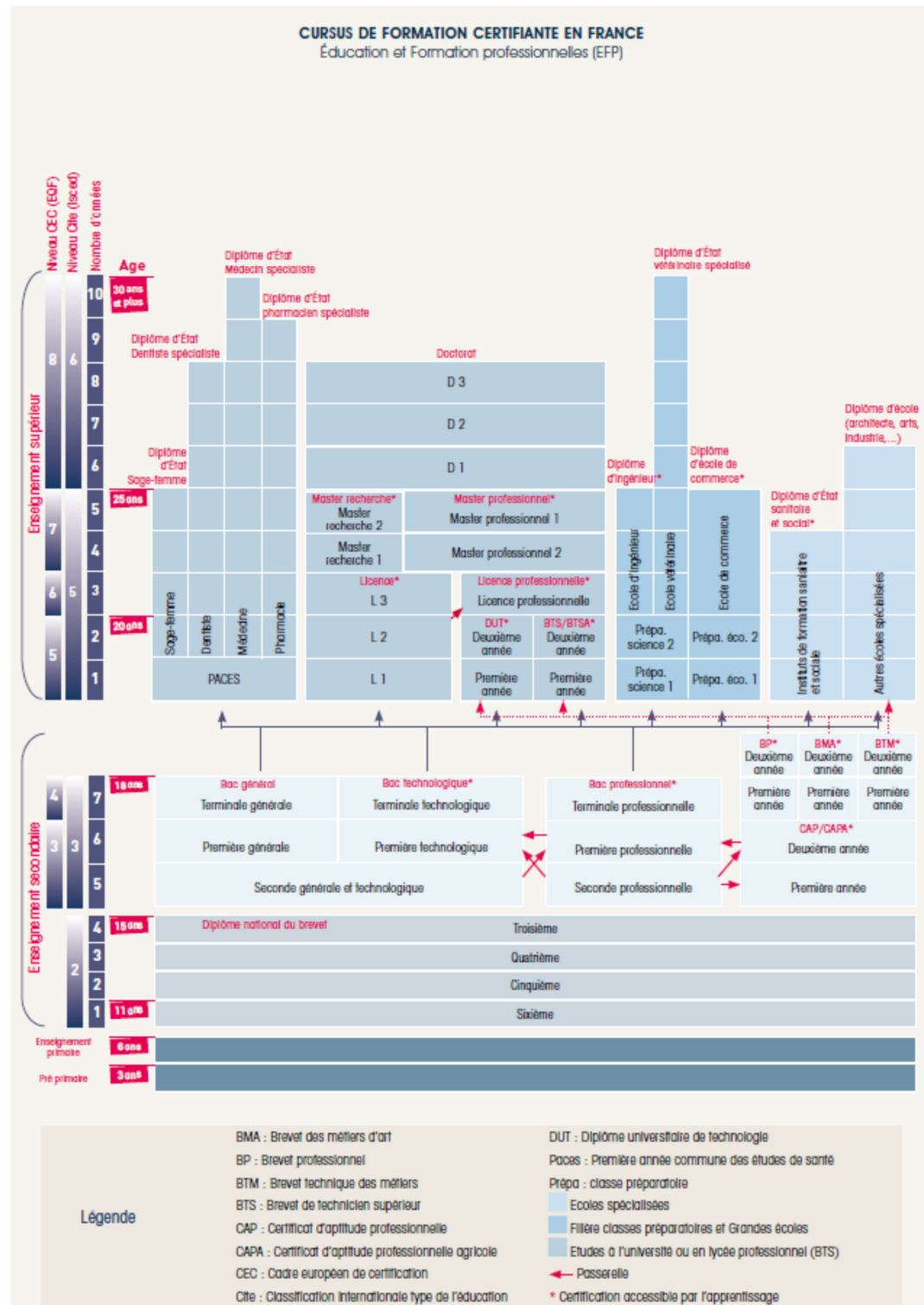
V. SYSTÈMES FORMEL, NON FORMEL ET INFORMEL D'EFTP²

Diagramme extrait de: Centre info (2013) France. La formation professionnelle continue.

² Base de données sur l'EFTP dans le monde, France. UNESCO-UNEVOC, Février 2015. Validé par : Commission nationale pour l'UNESCO en France.

A. SYSTÈME FORMEL D'EFTP

Après six années de scolarité primaire obligatoire et quatre années de premier cycle du secondaire (collège), les élèves peuvent choisir entre trois filières éducatives différentes: filière générale, filière technologique, filière professionnelle. Les élèves suivant la filière générale, d'une durée de trois ans, sont accueillis dans les lycées.

- Filière technologique: elle dure trois ans.
- Filière professionnelle: elle dure trois ou quatre ans en fonction du type de titre qui la sanctionne.

Les programmes d'EFTP de l'enseignement supérieur sont dispensés en cycles de licence et post-licence. L'EFTP est surtout dispensé par des établissements universitaires spécialisés dans les filières professionnelles, par exemple instituts universitaires de technologie.

1. APPRENTISSAGES

Les apprentissages associent formation en situation de travail dans une entreprise et cours théoriques en Centre de formation d'apprentis. Les apprentis sont titulaires de contrats de travail spéciaux et perçoivent un salaire. Ils doivent être âgés de 16 à 25 ans et passer 60 à 75 % de leur temps au poste de travail.

B. SYSTÈMES NON FORMEL ET INFORMEL D'EFTP

Les programmes de formation professionnelle continue (FPC) sont destinés aux adultes et aux jeunes sortis du système de l'EFTP mais qui suivent ou reprennent des études générales, professionnelles ou culturelles. Les programmes de FPC relèvent de l'une de deux catégories: formation des demandeurs d'emploi et des actifs occupés (salariés des secteurs privé et public et travailleurs indépendants).

La formation des demandeurs d'emploi comporte:

- actions de formation ou stages;
- contrats de travail de type particulier pour les demandeurs d'emploi de 26 ans et plus.

La formation des actifs occupés peut s'effectuer:

- à l'initiative de l'employeur dans le cadre du plan de formation de l'entreprise;
- à l'initiative du salarié, qui dispose d'un congé individuel de formation (CIF);
- au titre de négociations entre l'employeur et ses salariés, dans le cadre du droit individuel à la formation (DIF).

Parmi les organismes dispensant des formations aux salariés et aux demandeurs d'emploi figurent les Groupements d'établissements de l'éducation nationale (GRETA), où des établissements publics mettent en commun leurs ressources pour offrir une formation aux adultes.

Au titre des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, certaines formes de formation informelle, par exemple apprentissage autonome, sont reconnues, et le système d'EFTP français s'attache à reconnaître ces programmes dans le Répertoire national des certifications professionnelles.

SOURCES :

Centre info (2013) France. La formation professionnelle continue. http://www.centre-info.fr/refernet/IMG/pdf/cvt_francais-2.pdf. Consulté le 26.01.2014

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014). Les Greta. <http://www.education.gouv.fr/cid261/les-greta.html>. Consulté le 02.07.2014.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014). Le système éducatif. <http://www.education.gouv.fr/>. Consulté le 02.07.2014.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014). Éduscol. <http://eduscol.education.fr/>. Consulté le 02.07.2014.

VI. GOUVERNANCE ET FINANCEMENT³

A. GOUVERNANCE

L'EFTP formel relève de la responsabilité du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le ministère conçoit et décerne les certifications au nom de l'État. D'autres ministères interviennent dans le système non formel d'EFTP:

- le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt gère l'enseignement agricole public, qui est un système éducatif à part entière, et dispense des formations axées sur l'agroalimentaire et l'agriculture, l'environnement, la médecine vétérinaire, etc.;
- le Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social délivre des certifications professionnelles à l'issue de cours de formation ou au titre de la validation des acquis de l'expérience. Les cours comportent généralement un stage en entreprise;
- le Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes délivre des certifications ouvrant l'accès à certains emplois du secteur paramédical.

³ Base de données sur l'EFTP dans le monde, France. UNESCO-UNEVOC, Février 2015. Validé par : Commission nationale pour l'UNESCO en France.

Le Comité de coordination régionale de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP) a pour mission de favoriser la concertation entre les différents acteurs régionaux afin d'assurer une meilleure coordination des politiques de formation professionnelle et d'emploi.

ACTEURS DE L'EFTP

Les institutions suivantes jouent un rôle consultatif dans la gouvernance de l'EFTP:

- la Commission professionnelle consultative (CPC);
- le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER);
- le Conseil économique et social régional (CERS).

Les partenaires sociaux jouent eux aussi un rôle dans les programmes de formation professionnelle continue (FPC). Parmi les acteurs sociaux intervenant dans la FPC, on trouve le Comité paritaire national pour la formation professionnelle (CPNFP) et le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP).

B. FINANCEMENT

Les programmes formels d'EFTP sont financés par l'État de même que par des organes régionaux. L'État assure la rémunération des enseignants et des autres personnels de formation et d'orientation et les autorités régionales sont responsables des investissements et des activités opérationnelles.

L'EFTP non formel est financé par l'État et par des dispositifs de financement du secteur privé. Des aides de l'État et des autorités régionales peuvent être accordées dans le cadre d'Engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC).

SOURCES :

CEDEFOP (2012) France. VET in Europe – Country Report 2012. Thessalonique: CEDEFOP.

VII. CERTIFICATIONS ET CADRE DE CERTIFICATION⁴

Un marco de cualificaciones es una estructura, internacionalmente reconocida, donde todas las cualificaciones son descritas de una forma coherente que permite relacionarlas y compararlas y que sirve, asimismo, para facilitar la movilidad de las personas en el espacio europeo del aprendizaje permanente y en el mercado laboral internacional.

⁴ Base de données sur l'EFTP dans le monde, France. UNESCO-UNEVOC, Février 2015. Validé par : Commission nationale pour l'UNESCO en France.

A. ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SECONDAIRE

FILIÈRE	DURÉE	CERTIFICAT
Filière technologique	3 ans	Baccalauréat technologique
Filière professionnelle	3 ou 4 ans selon le programme	Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) après deux ans Brevet professionnel (BP), Brevet des métiers d'art (BMA) ou Brevet de technicien (BT) après deux années supplémentaires, selon la spécialisation Baccalauréat professionnel après trois ans

B. ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SUPÉRIEUR

FILIÈRE	DURÉE	CERTIFICAT
Cycle supérieur initial	3 ans	Brevet de technicien supérieur (BTS) ou Diplôme universitaire de technologie (DUT) au bout de deux ans, selon la spécialisation Licence professionnelle après la dernière année du cycle supérieur initial
Cycle supérieur post-licence	2 ans	Master professionnel

C. RÉPERTOIRE NATIONAL DES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Toutes les certifications professionnelles reconnues par l'État et les partenaires sociaux sont inscrites au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Le RNCP est tenu par la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP). Le RNCP comporte trois catégories de certifications :

- les diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés par l'État (EFTP formel);
- Les certificats de qualification professionnelle (CQP) délivrés par partenaires sociaux (EFTP non formel);
- les autres titres professionnels soumis à l'approbation de la CNCP (EFTP informel).

La CNCP prend en compte la structure du Cadre européen des certifications (CEC) pour établir les différents niveaux des certifications acquises par les formés de l'EFTP. Les certifications d'EFTP sont classées comme suit :

NIVEAU	CERTIFICATION	EXPLICATION
CEC niveau 3	Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) Brevet professionnel (BP)	Démontre un premier niveau de qualification. Les titulaires sont ouvriers ou employés qualifiés.
CEC niveau 4	Baccalauréat professionnel	Démontre l'aptitude du titulaire à s'acquitter de tâches hautement professionnelles et offre 70 spécialités dans une vaste gamme de secteurs (vente, services, restauration, etc.).
CEC niveau 5	Brevet de technicien supérieur (BTS)	La certification apporte la preuve que les titulaires sont à même de travailler comme techniciens supérieurs dans des professions industrielles ou commerciales.
CEC niveau 6	Licence professionnelle	La licence professionnelle vise à l'accès immédiat à l'emploi ou à la poursuite des études.
CEC niveau 7	Master professionnel	Le niveau de certification le plus élevé, qui démontre la compétence et les capacités du titulaire à s'acquitter d'un emploi professionnel ou technique de pointe.

Tableau extrait de: CEDEFOP (2012) France. VET in Europe – Country Report 2012. Thessalonique: CEDEFOP.

D. ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Au niveau national, l'assurance de la qualité de l'EFTP relève des attributions de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN). Les autorités régionales assurent en outre le contrôle et l'amélioration de l'EFTP dans leurs régions respectives.

SOURCES :

CEDEFOP (2012) France. VET in Europe – Country Report 2012. Thessalonique: CEDEFOP.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014). Site web du ministère – recrutement, carrières.

<http://www.education.gouv.fr/pid63/siac2.html>. Consulté le 01.07.2014.

VIII. RÉFORMES EN COURS, GRAND PROJECTS ET ENJEUS⁵

A. RÉFORMES EN COURS ET GRANDS PROJECTS

Le gouvernement français s'attache à améliorer le système d'EFTP et réforme actuellement certains aspects des dispositifs formels, non formels et informels. C'est ainsi qu'en 2014, la Loi de refondation de l'école de la République vise à :

- faire bénéficier les élèves d'une orientation professionnelle et les orienter vers des programmes d'EFTP;
- adapter les programmes d'EFTP aux besoins du marché du travail;
- décentraliser le système d'EFTP;
- promouvoir les programmes d'EFTP pour les élèves sans qualifications;
- obliger l'État à permettre à tout élève de poursuivre des études jusqu'à avoir atteint le CAP.

Si l'éducation est centralisée en France, les récentes réformes permettent aux autorités régionales de mettre en place des programmes d'EFTP en fonction des besoins du marché local du travail. C'est ainsi par exemple que chaque Région établit un Plan régional de développement de la formation professionnelle (PRDFP).

B. ENJEUX

Selon un rapport présenté en 2013 par l'Inspection générale de l'éducation, l'EFTP doit en France faire face à certains impératifs importants :

- augmenter le nombre de jeunes et d'adultes titulaires de certifications;
- renforcer la coopération entre le système d'EFTP et le monde du travail;
- améliorer les performances des élèves de l'EFTP pour parvenir à un niveau de 80 % de réussite dans le deuxième cycle du secondaire et réduire le décrochage scolaire à tous les niveaux de l'éducation.

SOURCES :

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2014). Loi pour la refondation de l'école.

<http://www.education.gouv.fr/pid29462/la-refondation-de-l-ecole-de-la-republique.html>. Consulté le 04.07.2014.

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (2013). Les parcours des élèves de la voie professionnelle.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2013/25/9/Rapport-IGAENR-2013-110_309259.pdf. Consulté le 03.07.2014.

⁵ Base de données sur l'EFTP dans le monde, France. UNESCO-UNEVOC, Février 2015. Validé par : Commission nationale pour l'UNESCO en France.

IX. LA VALISE PEDAGOGIQUE « TREZO PEYI »

A. POURQUOI ?

L'idée de la valise pédagogique « Trézo péyi » est apparue dans le cadre d'une campagne de sensibilisation pour le développement de la professionnalisation du secteur touristique en Guadeloupe. En effet, il avait été alors constaté que l'activité touristique était en état de construction, que les infrastructures n'étaient pas adaptées et que l'accueil des touristes n'était pas satisfaisant. Forts de ce constat, dès le mois de février 2013, le Comité du Tourisme des Iles de Guadeloupe (CTIG) s'est rapproché du Rectorat de l'Académie de la région afin de travailler sur un projet pédagogique innovant de découverte du secteur touristique pour les jeunes enfants.

Après la signature d'une convention en mai 2013 entre le CTIG et le Rectorat de Guadeloupe, il s'est composé une équipe pluridisciplinaire :

- La Responsable du département Ingénierie, Développement et Marketing du CTIG.
- Une équipe de Communication.
- La Cellule Rectorale de la Formation Continue (CREFOC) composée de professeurs de chaque discipline fondamentale.

Cette convention a permis la formalisation des accords des personnes intervenantes, a fixé les rôles et les missions de chacun. Le financement du projet a été estimé à 120 000 euros.

B. COMMENT ?

Il existait déjà une série de courts-métrages « Le Guadeloupe Grenat Tour » réalisé pour une campagne de communication par le CTIG. Cette campagne permet au spectateur de découvrir divers aspects géographiques et culturels de la Guadeloupe.

À partir de cette campagne de promotion, les professeurs de chaque discipline ont élaboré des fiches d'activités qui peuvent s'effectuer en milieu scolaire ou en plein air.

Ces professeurs ont donc eu l'opportunité pédagogique d'élaborer tout un programme permettant d'enseigner le Tourisme de façon collaborative, de décroiser les disciplines classiques et de créer des ressources locales.

Ce travail s'est axé sur 5 priorités :

- Le succès de tous les élèves
- La préparation des élèves pour entrer au collège
- La maîtrise de la langue française

- Permettre à l'école d'entrer dans l'ère numérique
- Ancrer l'école dans son territoire en permettant aux élèves de s'approprier leur patrimoine culturel afin qu'ils le préservent

Concrètement, la box pédagogique a été inspiré d'un modèle québécois : la 00watt d'Hydro-Québec, un outil ludique servant à conscientiser les jeunes à l'économie d'énergie.



C. CONTENU DE LA BOX PEDAGOGIQUE

- Une grande carte de la Guadeloupe sur laquelle on peut écrire avec des feutres effaçables
- Une boîte de 6 puzzles représentant les lieux remarquables
- Des affiches sur la Faune et la Flore de l'Archipel
- Un jeu de dominos de 28 pièces pour découvrir le patrimoine des îles
- Des tee-shirts et des stickers aux couleurs de l'opération
- Un carnet de bord de l'élève avec les analyses thématiques des films supports et des fiches d'activités pédagogiques
- La charte Lanzarote
- Une tablette numérique avec l'ensemble des supports pédagogiques de l'enseignant

Cette valise pédagogique expose les îles de la Guadeloupe dans leur ensemble et dans leur diversité. C'est une initiation au Tourisme adaptée aux enfants de 9 à 10 ans afin qu'ils acquièrent la valeur de leur environnement, apprennent les traditions authentiques de leurs îles et puissent ainsi les préserver.

Les différents chapitres des fiches pédagogiques développent des thèmes tels que le développement durable, la notion d'hospitalité, la culture et les traditions, la faune et la flore, les îles de l'archipel dans leur ensemble, les sites touristiques, le patrimoine architectural et une présentation de l'artisanat d'art.

Les enseignements de cet outil sont intégrés au programme pédagogique classique et sont en cours d'expérimentation depuis le mois de septembre 2014 dans 100 classes de Cours Moyen 1 et Cours Moyen 2.

C'est une première nationale qui demande à être présentée au Ministère de l'Éducation Nationale pour en faire une loi-cadre.

Cette expérimentation a besoin de se faire reconnaître pour s'inscrire dans la pérennité et de se faire labéliser, notamment comme moyen contre le décrochage scolaire.

D. EVALUATION

La réalisation de contrôle sur l'état d'avancement du programme « Trézo Péyi » au niveau des 100 classes est effectué par 4 inspecteurs qui se rendent sur place durant l'année scolaire.

En plus de ce contrôle effectif, les 100 professeurs des classes concernées doivent remplir une enquête en fin d'année.

Il a été constaté que ce programme a, dès le début, bénéficié de l'adhésion totale des professeurs et des élèves.

Pour la rentrée des classes 2016, l'expérience sera étendue à 300 classes.

Il a été prévu quelques réajustements comme l'apport d'une langue étrangère inclus dans le programme et le remplacement du jeu de dominos par une autre activité ludique.*

E. CONCLUSION

Il y a 3 choses à retenir de cette expérience :

- C'est une expérience innovante dans la mesure où il s'agit d'une initiation au Tourisme Durable s'adressant à un très jeune public(les enfants ont de 8 à 10 ans), inclus dans le Programme Scolaire Classique.
- Cette initiation permet aux enfants de découvrir et de s'approprier leur Patrimoine environnemental et culturel afin qu'ils le préservent et le transmettent.
- Les enfants vont grandir avec ce nouvel apport dans leur programme et cela peut certainement leur ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles.